

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1550>



En route vers une grève nationale pour obliger Peillon à reculer

- En lutte -



Date de mise en ligne : samedi 9 novembre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Sur la situation actuelle

Dans un contexte de crise sociale profonde, de multiplication des licenciements et des plans sociaux, de précarité grandissante et de chômage de masse, les organisations syndicales ont le plus grand mal à organiser les salariés et les chômeurs pour se bagarrer contre le patronat et la politique libérale du gouvernement (on l'a vu sur l'ANI et les retraites). Leur manque de combativité, leur complicité pour certaines (CFDT, UNSA) depuis l'élection de Hollande ont ouvert un boulevard aux forces réactionnaires et patronales dans le pays, et de ce point de vue, ce qui se passe en Bretagne doit nous alerter en terme de volonté des dites forces à instrumentaliser la colère sociale pour leurs propres intérêts. Les organisations syndicales, et notamment celles se revendiquant de la transformation sociale (FSU, CGT, Solidaires), doivent impérativement reprendre le chemin des mobilisations et des constructions des rapports de forces.

Dans le premier degré

On a très clairement un fort climat de malaise, d'exaspération grandissante voire de vrai ras le bol dans les écoles sur les conditions de travail qui se « cristallise » notamment sur la question des rythmes. Pour autant, cela s'exprime de façon différenciée selon les lieux et selon la situation par rapport au calendrier de mise en place de la réforme des rythmes. Dans ce type de situation, une organisation syndicale nationale et majoritaire doit proposer d'unifier ce « vécu différencié » des personnels en le traduisant en termes revendicatifs communs et travailler à faire aboutir ces revendications en rendant crédibles à une large échelle des perspectives nationales d'action. Elle se doit aussi de construire ses propositions d'actions pour toute la profession en s'appuyant sur les secteurs qui sont déjà les plus mobilisés, ceux-ci entraînant les autres.

Or, cette orientation n'est pas aujourd'hui partagée avec une grande partie de la direction UA du SNUipp et la tentation de renvoyer au local est forte. Et très « naturellement » le local apprécie la problématique selon la situation locale.

Avant les vacances, la conférence téléphonique de toutes les sections départementales a marqué une évolution des positionnements depuis le conseil national de mi-septembre, 36 sections se prononçant pour la grève. Mais le « plan national d'actions » adopté ensuite, une quinzaine d'actions locales et un rassemblement national du 20 novembre, rassemblement qu'il faut réussir, n'était pas à la hauteur des enjeux. Il ne mettait pas en perspective la construction d'une journée nationale de grève fin novembre-début décembre, ce qui a laissé le champ libre à l'appel FO/CGT/SUD.

Ce sont donc les appels à la grève départementaux des sections du SNUipp (les 13 et 14), une quarantaine à cette heure (voir ci-dessous), et celui de l'intersyndicale (CGT, FO, SUD) le 14, et leurs échos dans la profession, qui ont accéléré le tempo et permis que le SNUipp-FSU pose enfin la question de la nécessité d'une grève nationale début décembre.

Il ne s'agit pas d'opposer aujourd'hui les grèves des 13 et 14 novembre à la grève nationale que nous devons absolument construire pour peser efficacement sur le ministère sur une plateforme articulant un autre budget, l'amélioration des conditions de travail et la réforme des rythmes. L'objectif, c'est le meilleur rapport de forces pour amener Peillon à reculer, c'est-à-dire, sur la question des rythmes, à suspendre sa réforme pour réécrire totalement le décret car nous ne voulons pas du retour à la semaine Darcos.

En route vers une grève nationale pour obliger Peillon à reculer

Pour cela, il faut tout d'abord une grève nationale digne de ce nom avec l'engagement réel du syndicat majoritaire qui doit produire les outils immédiats de mobilisation. C'est l'enjeu du conseil national des 19 et 20 novembre.

Ce seront les grèves de la semaine prochaine qui serviront de points d'appui et d'amplificateurs pour ce qu'il faut faire nationalement... Avançons et poussons tout le SNUipp-FSU.